



**SAINT-JEAN  
DE BRAYE**

**République Française**  
Liberté, Egalité, Fraternité

**Publié le 23/02/2023**

Département du Loiret  
Arrondissement d'Orléans  
Commune de Saint-Jean de Braye

**ARRETE N° ST2023\_0046**  
**Rue de la Gare - SOBECA CHÂTEAUROUX**

Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le règlement de voirie approuvé au conseil municipal du 17 décembre 2010,

Vu la demande formulée par l'entreprise **SOBECA CHÂTEAUROUX, pour le compte de GRDF, en charge des travaux de terrassement et raccordement de gaz.**

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules, des cycles et des piétons, la vitesse, le stationnement et la signalisation pendant la durée des travaux,

**ARRÊTÉ**

**Article 1 : A compter du 27 février 2023 jusqu'au 7 avril 2023 le stationnement sera totalement interdit et réputé gênant au droit des travaux. Seuls les véhicules de l'entreprise en auront la possibilité. La circulation sera régulée manuellement ou par des feux tricolores si besoin.**

- La rue de l'Ardoise sera en chaussée rétrécie.
- La rue Jean Racine jusqu'au Clos du Hameau sera en chaussée rétrécie sur les deux voies de circulation. La largeur de voie maintenu sera de 3 mètres.
- Entre le n°21 de la rue de la Gare jusqu'au Boulevard Emile Bernon, la circulation sera alternée par feux tricolores ou par panneaux B15-C18 (sens prioritaire). La piste cyclable sera en espace partagé pour les piétons et les vélos.
- Le rond-point Rue Jean Zay/ avenue Pierre Mendès France/ rue de la Gare et rue de Frédeville sera en chaussée rétrécie.

- La voie de bus située rue de la Gare en direction de la rue de Frédeville sera neutralisée. Il n'y aura aucune incidence sur la circulation des bus, Kéolis n'emprunte plus cette voie.
- Le temps des travaux, l'entreprise pourra installer sa base de vie sur l'espace à l'angle du Boulevard Emile Bernon et de la rue de la Gare en veillant à laisser un accès piéton.
- Des places de parking seront neutralisées en face du 28 rue de la Gare le temps d'effectuer le terrassement.

Les piétons et cycles devront suivre le cheminement mis en place pendant les travaux. À cet effet, une signalisation conforme sera installée en amont et en aval du chantier.

Article 2 : La vitesse sera réduite à 30km/h au droit des travaux.

Article 3 : La signalisation de part et d'autre de la zone des travaux sur la voie publique sera :

- réalisée conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur, notamment l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie)
- enlevée pendant les périodes d'inactivité du chantier.

La fourniture, la mise en place, l'entretien et l'enlèvement des panneaux de signalisation au droit du chantier incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux. Les panneaux devront être éclairés pendant la nuit et maintenus en parfait état. Toute la signalisation du chantier sera de la responsabilité et à la charge de l'entreprise.

Article 4 : Aucune fouille sur chaussée et trottoir ne restera ouverte en dehors des horaires de travail de l'entreprise sans une protection renforcée. Les tranchées non protégées sur chaussée et trottoir, devront être rebouchées définitivement le jour même de leur réalisation et colmatées provisoirement en enrobé à froid, au cas où la réfection définitive ne pourrait être faite le jour même.

Article 5 : L'entreprise devra assurer la propreté du trottoir et de la chaussée au droit de l'accès au chantier au moyen d'un balayage mécanique ou manuel, autant que nécessaire pour obtenir un résultat correct.

Article 6 : Les chaussées et trottoirs devront être rendus libres dans leur intégralité les vendredis soir, samedis, dimanches et jours fériés.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier par l'entreprise.

Article 8 : Le maire soussigné certifie le caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 9 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés du maire. Il fera l'objet d'une publication sur le site internet de la ville.

Article 10 : Le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police,
- l'entreprise chargée des travaux
- la police municipale.

A Saint-Jean de Braye, le 20 FEV. 2023

Pour le Maire - Conseillère départementale du Loiret et par délégation  
La directrice du Pôle Développement du Territoire et Patrimoine



Maud RAYNARD

